

5 juin 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse du Président de la République et du Président du Brésil Luiz Inácio Lula da Silva.

Emmanuel MACRON

Monsieur le président, cher Lula,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités.

Cher président, cher Lula, je suis extrêmement heureux de vous accueillir avec votre épouse à Paris pour cette visite d'État. Un peu plus d'un an après le merveilleux accueil que vous m'aviez réservé pour une visite d'État dans votre pays, et au moment même où nous célébrons le 200^e anniversaire des relations entre nos deux pays.

200 ans au cours desquels tant de femmes et d'hommes, animés de la même passion pour le Brésil, ont porté des projets qui nous ont rapprochés. Nous avons décidé, c'était votre idée, à l'occasion de ces 200 ans, d'avoir cette saison croisée Brésil-France, annoncée il y a deux ans à votre initiative, et qui va, tout au long de l'année, rendre hommage à la créativité de nos artistes, de nos deux pays. Nous aurons l'occasion de visiter une des expositions phares du Grand Palais avec l'immense artiste brésilien Ernesto Neto.

C'est aussi cela, le cœur de notre relation, une amitié, une compréhension mutuelle, une fascination pour les artistes et la création qui a permis à nos ministres de refonder le partenariat culturel dans à peu près tous les domaines, du cinéma à la musique, en allant jusqu'au patrimonial, partenariat qui datait de 1948. Au fond, nous avons la même vision du monde d'un humanisme au service du progrès.

Nous avons, avec le Président et les ministres, évoqué plusieurs des dossiers qui nous occupent et le partenariat qui est le nôtre, avant toute chose au service des grands enjeux planétaires. En effet, la crise climatique est là, toujours, criante. La disparition de la biodiversité non moins alarmante. Je sais que de plus en plus sont décidés de ne pas en parler ou de ne plus en parler. Mais nous, nous sommes convaincus qu'il faut poursuivre les efforts, même les redoubler. C'est l'objectif de la déclaration commune que nous venons d'acter.

Je serai présent aux côtés du Président à Belém lors de la COP30 que vous organisez, qui est un rendez-vous important et qui va remobiliser la communauté internationale autour de ces objectifs. Je veux vous en remercier, président. Nous avons acté que, d'ailleurs, ensemble, nous aurons l'occasion juste avant cette COP30, d'organiser à Salvador de Bahia une réunion avec plusieurs collègues et amis du continent africain. 30 ans après le sommet de la terre de Rio, il revient au Brésil d'ouvrir un nouveau chemin. La France le soutient et nous serons à vos côtés, pas simplement pour être présents, mais annoncer, renforcer notre action et notre engagement au service à la fois de la lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité.

Vous serez aussi dans quelques jours à Nice, et je tiens à vous en remercier, pour les océans, ce qui est un combat inséparable de celui que je viens d'évoquer. Nous continuerons de porter la protection de 30 % des terres et des mers d'ici 2030 et nous défendrons aussi le plan d'action de Nice en faveur des océans. Je voulais vous remercier pour cette mobilisation. Nous sommes deux pays amazoniens et nous partageons une même vision pour les forêts, les puits de carbone et, justement, cette lutte contre le réchauffement climatique et la biodiversité. Je vous remercie de ce partenariat de Nice à Belém que nous allons ensemble consolider durant cette année.

Au-delà de ces grandes questions, nous sommes revenus évidemment sur nos relations commerciales que nous souhaitons voir avancer. J'ai pu exprimer au président la position de la France et ce que nous voulons faire pour améliorer le texte actuel, nous partageons une vision stratégique d'un monde ouvert, respectueux à la fois du climat et du commerce.

Et nous y reviendrons dans un instant, nous avons aussi évoqué les grandes crises internationales, évidemment l'Ukraine, le proche Moyen-Orient, Haïti. Nous avons enfin évoqué l'agenda bilatéral, puisque nous avons une relation intense, mais que nous souhaitons encore renforcer. Le forum d'affaires qui se tiendra demain sera l'occasion, d'ailleurs, d'avancer dans ce sens. Des annonces que nous ferons à Nice permettront aussi de donner encore plus de contenu à cette relation, mais qu'il s'agisse du transport aérien, maritime, terrestre, de l'énergie, de l'énergie, d'ailleurs renouvelable au nucléaire civil, des minerais critiques, nous avons beaucoup de projets sur lesquels nous avançons.

Nous avons aussi consolidé lors de cette visite d'État nos relations de défense et tout ce que nous faisons ensemble pour accompagner votre marine. Nous avons également continué d'avancer sur les grands projets communs que nous avons, en particulier en matière d'hélicoptères.

Ce partenariat stratégique équilibré qui est le nôtre, a aussi, si je puis dire, un relais à travers la densité de nos liens humains. J'avais moi-même, en mars 2024, eu l'occasion de me rendre à l'Institut Pasteur à Sao Paulo, un des plus beaux exemples de coopération scientifique. Aujourd'hui, nous allons encore plus loin avec un projet de production de vaccins qui s'inscrit pleinement dans cet agenda de souveraineté sanitaire dans lequel nous croyons l'un et l'autre.

Enfin, cette relation plus étroite, c'est aussi celle, je le disais, de deux pays amazoniens, et nous n'avons jamais considéré que l'Oyapock devait nous séparer, bien au contraire. Je rappelle qu'en mars 2024, nous avons consolidé justement ce partenariat commun en matière de suivi de la biodiversité et du climat par un institut conjoint. Cette frontière, qui est la frontière la plus longue de la France avec un pays tiers, celle que nous partageons avec vous, c'est celle aussi sur laquelle nous avons décidé de renforcer le travail de coopération pour préserver nos forêts, pour lutter contre l'orpaillage illégal et le trafic d'êtres humains.

C'est aussi pour cela que nous avons, à l'occasion de cette visite d'État, scellé un accord, pour permettre les exemptions de visas et les conventions de transfèrement de détenus. Cet accord, qui a été conclu entre nos ministres, était très attendu, d'abord pour la sécurité de nos deux pays, mais également, je le sais, pour les habitants de la Guyane, également de l'Amapa, de Para et Amazonas. Je suis très heureux que nous soyons parvenus à sceller un tel accord.

Voilà, mesdames et messieurs, ce qu'en synthèse, je voulais ici résumer de nos échanges qui vont se poursuivre tout au long de la journée. Je suis très fier que le président Lula soit accueilli sous la coupole tout à l'heure de l'Académie française, où il pourra s'exprimer, ce qui est un privilège rare, mais qui dit aussi l'amitié et le respect pour votre pays que nos immortels ont, puisque c'est comme ça que nous appelons nos académiciens.

Et puis, nous nous retrouverons demain pour cette exposition, et nous nous retrouverons dimanche à Monaco pour le sommet de l'Économie bleue, et lundi à Nice pour le sommet de l'UNOC.

En quelque sorte, le Brésil est partout chez lui, en France ou chez nos voisins, et je sais que vous terminerez cette visite d'État à Lyon par une dernière étape.

Merci, en tout cas, de passer tant de temps parmi nous, de nous faire cette amitié, président, et veuillez ici à nouveau accepter toute notre amitié pour vous et votre épouse et pour votre pays que nous aimons tant.

[Intervention du président Lula]

Journaliste

Ma question aux deux Présidents, est sur le conflit en Ukraine, qu'avez-vous dit à ce sujet ? Comment voyez-vous la déclaration du Président Trump selon qui Vladimir Poutine veut se venger de la dernière attaque par drone par l'Ukraine et des discussions que la Président Lula a avec Poutine ? Monsieur Lula pensez-vous vraiment que le Président Poutine est prêt à chercher une solution de paix ? Monsieur Macron pensez-vous que le Brésil puisse jouer un rôle dans la recherche de cet accord ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, sur ce sujet, je pense que les idées simples sont les meilleurs guides. Il y a un agresseur, c'est la Russie ; il y a un agressé qui est l'Ukraine. Nous voulons tous la paix, mais on ne peut pas traiter les deux belligérants de manière équidistante.

La deuxième chose, ce sont des faits. La proposition faite par les États-Unis d'Amérique d'un cessez-le-feu a été acceptée par le président Zelensky dès mars à Djeddah. Elle est constamment refusée par le président Poutine. Il a déclenché la guerre et il ne veut pas le cessez-le-feu.

Troisième chose, c'est que oui, le Brésil a un rôle très important à jouer. L'initiative prise avec la Chine est importante. Le président, à l'instant, vient de faire une défense du multilatéralisme. Défendre le multilatéralisme, c'est défendre la Charte des Nations Unies. Le rôle du Brésil et de la Chine, c'est de défendre la résolution de ce conflit, la paix, dans le plein respect de la Charte des Nations Unies. Cette charte prévoit le respect de l'intégrité territoriale des États. Elle a été violée par un seul pays, la Russie, pas par l'Ukraine.

Et donc, cherchons la paix, mais ne nous trompons pas de repères. Il n'y a qu'un pays qui a violé le droit international, il est malheureusement membre permanent du Conseil de sécurité. Il y a un pays qui a lancé cette guerre et il y a un pays qui refuse la paix, alors même que nous avons réussi collectivement à convaincre, encore une fois, le président Zelensky, lui, de l'accepter.

Je pense qu'il est important que nous unissions nos efforts. Nous allons en reparler avec le président Lula. J'ai eu, il y a 10 jours longuement, le président Xi Jinping pour l'inviter à réenclencher des efforts diplomatiques pour faire pression sur la Russie. Le cœur, maintenant, des efforts que nous devons tous faire, Européens, Américains, Chinois, Brésiliens, Indiens, c'est de faire pression sur la Russie pour qu'elle arrête le conflit, pour qu'une paix robuste et durable puisse être négociée, qui permette d'apporter les garanties de sécurité et qu'il n'y ait pas de reprise de cette guerre. C'est tout.

Journaliste

Monsieur le président Lula, vous venez d'évoquer votre soutien enthousiaste à l'accord de libre-échange Europe-Mercosur. Mais que dites-vous aujourd'hui aux agriculteurs français dont vous savez qu'ils craignent une distorsion de concurrence si le marché venait à s'ouvrir, notamment sur les normes ? Et vous, Monsieur le Président, vous avez déclaré que ce traité était inacceptable en l'État. Est-ce qu'il vous semble possible de rouvrir ce texte alors même que la négociation dure depuis maintenant plus de 20 ans ? Et que répondez-vous à votre homologue brésilien qui, sur ce sujet, vient de vous demander d'ouvrir votre cœur ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup et merci de porter ici la parole, les intérêts de nos agriculteurs. C'est exactement la discussion que nous avons eue avec le président tout à l'heure. Stratégiquement, la France, elle est pour le commerce libre et équitable. Donc, nous sommes tout à fait favorables à négocier ces accords. J'ai moi-même défendu des accords que nous avons contribué à améliorer, par exemple avec le Canada. Je prenais cet exemple tout à l'heure. Mais précisément parce que ce sont des accords qui permettent de baisser les tarifs, d'ouvrir, mais ils le font de manière juste.

Cet accord, dans le moment stratégique que nous vivons, il est bon pour beaucoup de secteurs, mais il fait porter un risque pour l'agriculture des pays européens. Pourquoi ? Parce que l'Europe, pour des principes, d'ailleurs, que le président Lula et son gouvernement partagent et qu'il a défendus tout à l'heure admirablement, l'écologie, c'est-à-dire pour réduire les émissions de CO2, pour préserver la biodiversité, nous, on a interdit à nos agriculteurs d'utiliser des composantes. On leur a demandé de changer leurs pratiques. C'est une bonne chose. C'est la même vision de progrès qu'on partage.

Mais les pays du Mercosur ne sont pas du tout au même niveau réglementaire. Donc il y a très clairement une différence majeure, qui n'est pas une différence de compétitivité, de spécialité, mais de normes. Les contraintes ne sont pas les mêmes. Moi, je ne sais pas expliquer à mes agriculteurs, au moment où je vous demande de respecter davantage de normes, j'ouvre massivement mon marché à des gens qui ne les respectent pas du tout.

Parce que qu'est-ce qui va se passer ? Ce ne sera pas mieux pour le climat, mais on va complètement tuer notre agriculture, parce que ce ne sera pas juste. Ce n'est pas la vision que porte le président. Donc c'est pour ça que je disais tout à l'heure, on doit améliorer cet accord. Nous, on veut travailler pour qu'il y ait des clauses de sauvegarde, des clauses miroirs qui, sur ce volet-là, nous permettent justement, et on a 6 mois pour le faire, puisqu'il a cette présidence-là et qu'il a cet enthousiasme.

Donc oui, nous voulons ouvrir, oui, nous voulons plus de commerce, mais on doit respecter nos agriculteurs, respecter aussi la cohérence de nos ambitions. Parce que sinon, ça ne sert à rien que l'Europe veuille défendre le climat autant qu'elle ferme toute son industrie, toute son agriculture puisqu'elle n'importerait des choses qui sont faites avec des pratiques moins bonnes que chez elle, et elle contraindrait des producteurs qui, finalement, n'auraient plus de marché.

Donc oui, nous devons améliorer ce texte. Il doit prendre en compte, ou ce qu'on appelle des clauses miroirs, ou ce qu'on a proposé, des mesures de sauvegarde. Il y a le début de ça. Donc, nous, ce qu'on défend, c'est qu'il puisse y avoir un protocole additionnel qui intègre ce volet-là et qui permette de dire, quand on a des déstabilisations de marché qui ne sont pas justes, on peut mettre des systèmes de frein. On l'a fait dans beaucoup d'accords de commerce. Je pense qu'on peut le faire, on doit le faire sur cet accord-là. Voilà. Ça n'enlève pas l'adhésion stratégique à la défense du commerce international.

[Intervention du président Lula]

Journaliste

Bonjour, Monsieur le Président. Où en sont les discussions au niveau européen sur d'éventuelles sanctions contre Israël ? Et si jamais il n'y a pas d'accord au niveau européen, est-ce que la France pourrait envisager des sanctions unilatérales contre Israël ?

Emmanuel MACRON

Sur ce sujet, il y a une coordination européenne qui se fait entre nos ministres des Affaires étrangères, d'ailleurs avec les ministres de l'Union européenne, mais aussi britanniques, pour accroître la pression.

Comme vous l'avez dit, les prochains jours seront décisifs, et donc je préfère toujours espérer. Donc, nous allons accroître la pression, aux côtés, en coordination avec les Américains, pour obtenir le cessez-le-feu, la reprise des opérations humanitaires, en même temps que nous préparons, comme vous le savez, la conférence du 18 juin avec l'Arabie saoudite, qui a vocation à, justement, bâtir le chemin de reconnaissance de la Palestine et un mécanisme de sécurité collective pour toute la région.

Les discussions se poursuivent et nous verrons dans les prochains jours si nous devons, en effet, hausser le ton et prendre des dispositions concrètes. Je ne veux pas ici en dire davantage pour ne pas obérer la capacité qu'ont nos ministres, d'abord de finaliser l'accord, mais aussi et surtout d'avoir des résultats et d'obtenir ce cessez-le-feu qui est si important. Nous travaillons étroitement avec les autres pays européens d'une part et avec les Britanniques d'autre part sur ce sujet.

[Intervention du président Lula]